



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



WESTMINSTER & CITY

NEWS

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

DE LONDRES

N°32 – du 7 au 13 octobre 2022

En bref

- Des fintechs britanniques (comme Cardeo et DirectID) ont écrit au secrétaire d'Etat en charge du secteur financier pour se plaindre de leurs difficultés pour accéder aux données des clients des banques traditionnelles (*open banking*).
- Vendredi 14 octobre, Kwasi Kwarteng a été démis de ses fonctions de Chancelier de l'Echiquier par la première ministre Truss. Il a été remplacé par Jérémy Hunt.
- Le 14 octobre, L. Truss est revenue sur sa décision de baisse de l'impôt sur les sociétés.
- En remplacement de Tom Scholar, remercié début septembre par K. Karteng, James Bowler a été nommé au poste de Directeur général du [Trésor](#) britannique. Il occupait jusqu'à présent

Actualité macro-économique

LE CHIFFRE À RETENIR

-0,3%

Le PIB décroît légèrement en août 2022 après une croissance ténue de 0,1% en juillet.

les mêmes fonctions à la tête du ministère du commerce international.

- Lors d'une question posée en conférence de presse portant spécifiquement sur le Royaume-Uni, le chef économiste du [FMI](#), Pierre-Olivier Gourinchas, a rappelé la recommandation adressée à l'ensemble des gouvernements actuels: «la politique budgétaire doit tenir compte des efforts de la banque centrale et essayer d'être aussi neutre que possible».

Le [FMI](#) s'attend à un ralentissement significatif de la croissance au Royaume-Uni en 2023 – D'après des prévisions réalisées avant les annonces budgétaires du 23

septembre, l'économie britannique devrait croître de 3,6% en 2022, contre 3,2% attendu en juillet dernier avant d'échapper de peu à la récession en 2023 (0,3% contre 0,5% estimé en juillet). Le niveau élevé d'inflation réduisant le pouvoir d'achat, associé aux resserrements de politique monétaire devraient peser sur la demande intérieure, attendue en très légère hausse l'an prochain (+0,1%). Les mesures annoncées lors du mini-budget devraient permettre de soutenir l'activité à court terme, tout en compliquant la lutte contre l'inflation, selon les analyses du FMI.

La diminution du salaire réel observée depuis avril se poursuit en août 2022 – Malgré une croissance soutenue des salaires nominaux, de 5,8% entre août 2021 et août 2022, les salaires réels sont en baisse de 2,7% sur la même période, selon l'ONS, dans un contexte d'inflation élevée.

La population inactive britannique continue de croître sur la période juin-août 2022, par rapport au trimestre précédent, atteignant 21,7% de la population en âge de travailler – Selon l'ONS, les affections de longue durée ainsi que les études constituent les raisons invoquées dans la majorité des cas. Parmi ces 251 000 inactifs supplémentaires, 17% désirent travailler. Dans le même temps, le nombre de chômeur diminue, de 148 000, le taux de chômage s'établit ainsi à 3,5% sur la période juin-août 2022. A fin septembre, le nombre de postes non pourvus continue de baisser pour le troisième trimestre consécutif (en recul de près de 50 000) pour atteindre 1,24 million.

Actualité commerce & investissement

Le Royaume-Uni et les pays du Golfe ont achevé le premier cycle des négociations commerciales – Cependant, selon les fuites relayées par la presse, les ambassadeurs à Londres de certains Pays du Golfe auraient averti la première ministre britannique, Liz Truss, des conséquences du déplacement envisagé de l'ambassade britannique de Tel Aviv vers Jérusalem.

L'adhésion britannique à l'accord transpacifique (CPTPP) pourrait être retardée en raison de la ratification de l'accord par la Malaisie – Alors que le gouvernement britannique ambitionne d'intégrer le bloc régional d'ici la fin de cette année, l'adhésion pourrait être décalée de 6 mois; la candidature britannique devant être également soumise à la Malaisie pour approbation. Cela ne devrait pas poser de difficultés de fond, le gouvernement malaisien s'est réjoui des procédures d'adhésion en cours (Chine, Taiwan, l'Equateur, le Costa Rica et Royaume-Uni). La ministre canadienne Mary Ng a rappelé cette semaine que l'adhésion britannique marquerait un précédent pour les procédures d'adhésion à venir, notamment celle de la Chine. En d'autres termes, le Royaume-Uni serait le premier pays à accéder depuis la création de l'accord, des concessions trop larges fragiliseraient l'accord qualifié de haut niveau (en termes de protections et de normes) par la ministre canadienne.

La ministre de l'intérieur, Suella Braverman, a déclaré avoir des réserves vis-à-vis des dispositions sur la mobilité au sein du futur accord de libre-échange entre le Royaume-Uni et l'Inde – Dans une interview au *Spectator*, Suella Braverman a estimé que les partisans du brexit n'avaient pas voté pour un assouplissement de la politique migratoire avec l'Inde. Pour soutenir son propos, elle met en avant les statistiques du ministère de l'intérieur, révélant que plus 20 706 indiens sont restés sur le territoire britannique en dépit de l'expiration de leur visa. Selon les fuites relayées par la presse, cette déclaration aurait envenimé les négociations en cours avec l'Inde. Toutefois, le ministre des affaires étrangères, James Cleverly a rappelé que le gouvernement souhaitait renforcer sa relation commerciale avec l'Inde. Pour mémoire, il est prévu que l'accord soit finalisé le 24 octobre à l'occasion de Diwali.

Selon les derniers chiffres publiés par l'ONS, le déficit commercial britannique s'est creusé en août de 9,5Md£ – D'une part, les importations ont augmenté de 3,1Md£, soit +5,7% en glissement mensuel. Les importations en provenance des pays hors-UE ont cru de 13,3% tandis que les importations en provenance du marché unique ont diminué de 1,9%. D'autre part, les exportations de biens ont augmenté de 1,2% (400M£), tirées principalement par une hausse des exportations vers les pays hors UE de 4,1%. En revanche, les exportations vers le marché unique ont reculé de 1,5%. Le creusement du déficit est principalement expliqué par la hausse des importations de combustibles (+2,7Md£), notamment de gaz depuis la Norvège et le Qatar.

Actualité financière

Réglementation financière et Marchés

La Banque d'Angleterre actualise son analyse des risques financiers – Evoquant les perspectives économiques détériorées, le rapport s'attarde sur les risques actuels sur le marché des *gilts*, fortement perturbé depuis les annonces budgétaires du 23 septembre et sur le marché des crédits immobiliers. Le comité sur la stabilité financière (FPC) de la BoE considère qu'il est primordial de mieux réguler les pratiques des fonds de pensions, dont les structures bilanciels vulnérables à une hausse rapide des taux ont inquiété fortement les autorités récemment. Le FPC alerte également sur la vulnérabilité britannique aux financements extérieurs. Enfin, le FPC considère que les banques britanniques sont résilientes et suffisamment dotées en coussins pour absorber les potentiels chocs à venir. Le comité a maintenu le niveau du coussin contracyclique à 2%.

Les régulateurs ont publié un rapport sur l'utilisation de l'intelligence artificielle dans les services financiers – Selon ce document de la FCA et de la BoE, le nombre d'entreprises financières britanniques ayant recours au *Machine learning* (ML) continue d'augmenter. Au total, 72% des entreprises ayant répondu à l'enquête ont déclaré utiliser ou développer des applications d'apprentissage automatique. Cette tendance devrait se poursuivre. Enfin, près de la moitié des entreprises ont déclaré que le cadre réglementaire pouvait constituer un frein au déploiement de la ML.

Le comité technique sur la finance verte (GTAG) a adressé au gouvernement ses recommandations sur la future taxonomie britannique – Le GTAG recommande d'adopter rapidement la majorité des règles de la taxonomie européenne. Le reste des volets de la taxonomie devrait ensuite être adapté aux spécificités britanniques. Cette approche en deux temps devrait s'accompagner la publication d'une feuille de route et d'un calendrier, ce qui permettrait au marché de se préparer.

La commission parlementaire des finances a auditionné le nouveau secrétaire d'Etat de la City sur le projet de loi concernant les marchés financiers britanniques – Le secrétaire d'Etat a déclaré que le gouvernement respecterait l'indépendance des régulateurs financiers, malgré les inquiétudes suscitées par certaines dispositions donnant aux ministres la capacité d'influencer le travail des régulateurs techniques. Il a défendu les propositions visant à permettre au gouvernement d'outrepasser la compétence des régulateurs sur des questions d'"*intérêt public significatif*", sans pour autant en

donner de définitions précises. Des inquiétudes ont également été exprimées quant à l'introduction dans le mandat des régulateurs d'un objectif secondaire de compétitivité internationale. Enfin, le sujet des crypto-monnaies a été abordé.

Un rapport de CityUk examine les exportations de services financiers de chaque région britannique – En 2020, les exportations de services financiers du RU auraient totalisé 129,7Md£ (hors Irlande du Nord). 43% de ce total provient de l'extérieur de Londres ; les régions et les nations qui ont le plus contribué seraient le Sud-Est (9,1% du total), l'Écosse (6,8%) et le Nord-Ouest (5,4 %). La balance commerciale pour les services financiers présente un surplus de 60,5Md£ en 2020. Enfin, au cours de la période 2016-20, Londres a connu la plus forte croissance annuelle moyenne de la valeur ajoutée du secteur financier (13%). Elle était suivie par le Yorkshire et le Humber (12%), le Nord-Est (10 %) et l'Écosse (9%).

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international